ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA hEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Communiqué de presse

Crise gazière : la Russie et l'Ukraine toujours des partenaires sûrs?

Les députés ont débattu des dernières évolutions de la crise du gaz entre l'Ukraine et la Russie. Sans blâmer un camp en particulier, beaucoup de groupes politiques ont souligné que les deux pays devraient résoudre leur conflit rapidement. Les députés ont estimé qu'à la fois l'Ukraine et la Russie ont perdu de leur crédibilité en tant que partenaires fiables et que l'UE devait en conséquence diversifier ses sources d'approvisionnement.

Alexandr Vondra, vice-Premier Ministre tchèque chargé des Affaires européennes, a décrit les événements qui ont mené à la crise, et les contacts entre la présidence tchèque de l'UE et la Russie et l'Ukraine. Il a également décrit les mesures décidées par le Conseil pour lutter contre le problème de l'approvisionnement en gaz.

Le Ministre a déclaré que le principal objectif de la présidence a été de voir l'approvisionnement en gaz immédiatement rétabli et il a assuré l'Assemblée que tout était fait, aux niveaux politique et technique, pour inciter l'Ukraine et la Russie à rétablir l'approvisionnement en gaz de l'Europe *"et à minimiser les conséquences négatives pour nos citoyens et nos économies jusqu'à ce que ce soit fait"*.

Toutefois, la présidence tchèque était également consciente du consensus entre les États membres sur la volonté d'adopter sans délai des solutions à court, moyen et long terme pour éviter que des situations similaires ne se reproduisent à l'avenir.

Ces solutions comprendraient *"la création d'un mécanisme de solidarité fonctionnel et efficace"*, comme *"l'une des pierres angulaires de la future sécurité énergétique de l'UE"*. D'après le ministre tchèque, cette solidarité suppose entre autres *"l'interconnexion des réseaux européens d'énergie, ainsi que l'amélioration des infrastructures d'énergie"*.

De plus, *"l'UE doit diversifier ses ressources en gaz et ses voies d'approvisionnement"*. En outre, il est clair que *"la sécurité énergétique de l'UE n'est pas possible à moins que le marché intérieur de l'énergie soit réalisé et fonctionnel"*. Il attend à cet égard avec intérêt une coopération étroite avec le Parlement sur le compromis en deuxième lecture sur le troisième paquet énergie.

Commission européenne

"*Nous traversons l'une des plus graves crises de l'énergie, comparable à la crise du pétrole des années 1970*", a déclaré le Commissaire à l'énergie Andris Piebalgs.

"Malgré les promesses et le protocole signé lundi, le gaz ne circule pas encore entre la Russie en passant par l'Ukraine", a-t-il admis, relevant que malgré le fait que la Russie avait repris ses livraisons de gaz le mardi précédant (à un tiers du débit normal),

l'Ukraine l'avait interrompu, en faisant valoir que la Russie avait choisi un point d'accès difficile, et que cela s'était passé de nouveau mercredi.

"Les deux parties doivent se coordonner sur les points d'entrée et sur les volumes", faute de quoi *"il n'y aura pas d'approvisionnement énergétique"*, a déclaré le commissaire, ajoutant qu'ils avaient tous deux "*perdu leur réputation de fournisseurs d'énergie fiables"*.

Andris Piebalgs a qualifié les mesures prises *"suffisantes"*, mais constatait tout de même un manque de contact et de coordination. *"La solution est entre les mains des deux parties, mais veulent-ils une solution?"*, a-t-il demandé.

Toute réparation serait à présent temporaire, et des négociations pour une solution durable pourraient se poursuivre de la présidence tchèque de l'UE à la présidence suédoise, a-t-il prédit, en soulignant la nécessité de prendre des décisions de politique énergétique stratégique afin de réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs extérieurs.

Le Commissaire à l'énergie a également mis en lumière un *"manque d'infrastructures d'interconnexion"* pour le transport du gaz du lieu où il est entreposé à l'endroit où il est nécessaire, en disant qu'il n'y avait pas assez d'intérêt commercial dans la fourniture de telles connexions.

La directive sur la sécurité d'approvisionnement en gaz de 2004 (2004/67/CE) ne répond pas aux besoins actuels, et une proposition de révision, incluant un *"mécanisme communautaire de coordination"* arrivera au Parlement dans les semaines à venir, a déclaré Andris Piebalgs.

Il a remercié le Parlement européen pour ses efforts de conciliation, et en particulier le Président Hans-Gert Pöttering, et Jacek Saryusz-Wolski (PPE-DE, PL). *"Le poids politique des débats comme celui-ci encourage les parties à résoudre leurs différends"*, a-t-il conclu.

Groupes politiques

Jacek Saryusz-Wolski (PPE-DE, PL) a estimé que les ruptures d'approvisionnement importantes comme celles-ci sont "*dramatiques pour les citoyens, l'industrie et l'emploi"* en ajoutant que *"lors des élections, nous aurons à répondre à des questions sur ce que nous avons fait".*

"La première crise, il y a trois ans, a montré que nous avons besoin d'une politique commune en matière d'énergie", a-t-il déclaré. Le groupe PPE-DE a soutenu, dès le début, cette approche et lancé un appel en faveur d'une stratégie globale, idée soutenue ensuite par tous les groupes politiques, a-t-il ajouté.

La Commission a élaboré un certain nombre de recommandations, mais qui se sont avérées insuffisantes pour prévenir de telles situations, a-t-il estimé, soulignant la nécessité pour l'UE de *"parler d'une seule voix avec les producteurs et les pays de transit".* Dans cette perspective, il a demandé : *"peut-on acheter du gaz directement à la frontière ukrainienne? L'UE peut-elle intervenir et régler les problèmes de transit avec l'Ukraine? Quels sont les instruments de pression dont dispose l'UE?"*

Et de conclure : "*le groupe PPE-DE souhaite que le Parlement soit en permanence et étroitement associé, et a déjà mis en place un groupe de contact avec les parlements russe et ukrainien".*

Hannes Swoboda (PSE, AT) a estimé que, selon les discussions du Parlement avec les représentants de Gazprom et de Naftogaz, il peut convenir avec le Commissaire "*qu'aucune entreprise n'a agi de façon responsable".* Il s'est montré préoccupé du fait que la situation actuelle aurait pu être prévue et soucieux d'en tirer les conséquences "*afin qu'une telle crise puisse être évitée à l'avenir".*

C'est une chose pour nous de parler de libéralisation du marché du gaz, dit-il, mais nous avons besoin de créer beaucoup plus d'interconnexion entre les pays, comme le gazoduc Nabucco, et ce n'est pas le marché qui le fera. De même pour les réserves de gaz, il a déclaré: "*il est inacceptable que certains pays aient*

limité l'approvisionnement en gaz ou n'aient pas informé les autres pays des réserves qu'ils avaient."

S'exprimant pour le groupe ADLE, István Szent-Iványi (HU) a déclaré que "*l'Europe ne pouvait pas être tenue en otage plus longtemps"* puisque des millions de foyers n'ont pas de chauffage et des centaines de milliers de personnes sont menacées de perdre leur emploi.

Et de conclure *: "Nous devons dire à la fois à Kiev et à Moscou qu'ils doivent honorer leurs engagements internationaux, faute de quoi, il y aura de graves conséquences, il y aura un prix politique à payer".*

Hanna Foltyn-Kubicka (PL) a déclaré au nom de l'UEN que la crise du gaz est une crise à long terme et qu'elle n'est pas seulement économique mais politique. D'après elle, *"derrière les demandes de Gazprom se trouve l'appareil politique du Kremlin, et le Kremlin cherche à étendre sa domination sur les pays d'Europe centrale et orientale."*

Au nom des Verts/ALE, Rebecca Harms (DE) a félicité la présidence tchèque pour sa gestion de la crise du gaz, en affirmant que *"rien de mieux n'aurait pu être fait que ce que nous avons fait jusqu'à présent"*. Relevant que le gaz et le commerce des produits ne sont que "*la partie émergée de l'iceberg"*, elle a estimé important de clarifier la position de l'UE sur la question. *"Qu'est-ce que l'UE va faire vis-à-vis des pays qui restent neutres entre la Russie et l'UE?"* a-t-elle enfin demandé.

S'exprimant au nom du groupe GUE/NGL, Esko Seppänen (FI) a involontairement remercié la Commission de jouer le rôle de médiateur et de *"psychiatre"* dans le différend russe et ukrainien. Il a notamment dit que les sanctions de l'UE *"ne sont pas la bonne approche"*, en soulignant que tous les pays n'ont pas été en mesure de boycotter le gaz russe.

Gerard Batten (IND/DEM, UK), en citant un précédent discours prononcé par le député Godfrey Bloom (IND-DEM, UK), a estimé que l'idée de l'approvisionnement en énergie du Royaume-Uni contrôlé par un *"gangster comme Vladimir Poutine"* était de la folie. Le Royaume-Uni doit veiller à dépendre de lui-même en cas de *"diminution des approvisionnements en gaz naturel"* et ne pas être subordonné à une politique énergétique commune de l'UE. Il devrait également *"lancer un programme de construction de nouvelles centrales nucléaires"*.

Jana Bobošíková (NI, CZ), a maintenu que les pauvres, en particulier, *"payaient le prix fort du manque de vision politique de l'Union européenne sur l'énergie"*. Certains États membres de l'Union, selon elle, ont abandonné la voie d'un accord stratégique avec la Russie, préférant à la place soutenir la Révolution orange ukrainienne. *"Nous voyons maintenant combien il est important pour les États membres d'être autosuffisants pour leur énergie"*, a-t-elle conclu.

Contact :

Fabienne Gutmann-Vormus et Elisabeth Bougeois
E-mail: presse-FR@europarl.europa.eu
BXL: (32-2) 28 40650
STR: (33-3) 881 72649
PORT: (+32) 498 98 33 29

Thomas Dudrap
E-mail: thomas.dudrap@europarl.europa.eu
BXL: (32-2) 28 44524
STR: (33-3) 881 72850
PORT: (32) 498.983.284